Exercices « de sécurité » dans les locaux scolaires, fêtes d'écoles annulées, installation de portillons à l'entrée des établissements : derrière ces initiatives à la fois burlesques dans leur déroulement et brutales dans leur ressenti, la volonté manifeste d'entretenir autour de l'école un climat de peur.

Exercices « de sécurité » dans les locaux scolaires, fêtes d'écoles annulées, installation de portillons à l'entrée des établissements : derrière ces initiatives à la fois burlesques dans leur déroulement et brutales dans leur ressenti, la volonté manifeste d'entretenir autour de l'école un climat de peur.

La scène se déroule à l'ESPE de La Roche-sur-Yon en Vendée (le 22/04/2016) : « A 14 h 30 – raconte Ouest France – les 70 étudiants perçoivent par les vitrages intérieurs, un individu tirant à l'arme lourde dans le couloir (…) Profs et élèves se réfugient sous les tables, d'autres se plaquent le long des murs. Suivra un silence de plomb, « durant cinq longues minutes », souffle une étudiante. » En réalité, c'était pour rire : « Les balles sont à blanc, mais, hormis trois responsables de l'école, personne ne le sait. » La troupe de comiques, à l'origine de cette fine plaisanterie se démasque tout sourire aux yeux des étudiants traumatisés : le procureur de la république, le préfet et des policiers expliquent alors qu'il ne s'agit que d'un entraînement, une « simulation d'attaque ». « Le ministre de l'Intérieur a souhaité que ce type d'exercice soit effectué dans tous les départements en lien avec l'Éducation nationale », se croit obligé d'expliquer le directeur de cabinet du préfet. Le lien avec l'EN n'est, de fait, pas nouveau, ces derniers mois ayant vu se multiplier les exercices de ce genre, toujours largement médiatisés. En vrac :

Le 30 mars, une explosion factice et 400 élèves confinés au collège de Moncontour (Côtes d'Armor). Le même jour, 420 collégiens évacués d'un collège de Tournus (Saône-et-Loire). Le 23 mars, exercice anti-terroriste dans un lycée de Saint-Quentin (Aisne). Une distinction toute spéciale sera accordée au maire d'un petit village de Savoie , qui, deux semaines avant Noël, déguisé en terroriste, un bonnet enfoncé sur la tête, avait déboulé au milieu des écoliers âgés de trois à huit ans (les enfants de maternelle faisaient leur sieste…). Ici encore, les autorités académiques de se féliciter du bon déroulement de l'opération et de la participation active des personnels. Quant aux parents : si les enfants ont pleuré, justifie le président de l'association des parents d'élèves, « c'est sans doute parce qu'ils sont trop sensibles »…

D'une imagination également sans limite, les élus du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône sont manifestement très fiers de leur arme anti-terroriste absolue : à La Ciotat, des portillons installés devant l'entrée des deux collèges de la ville, avec obligation pour les élèves de présenter leur carnet de correspondance. Alors que dans le même département, les écoles des quartiers pauvres de Marseille sont dans un état de délabrement avancé, faute d'argent, le contribuable local se voit sollicité à la hauteur de 800 000 euros pour financer ce genre de plaisanterie.

Enfin, dans un registre voisin, il faut également mentionner la formation suivie par des chefs d'établissement au Centre d'entraînement de la gendarmerie de Saint-Astier (Dordogne). « Là, ils s'entraînent à l'empêcher [le terroriste… ou un parent violent, car la formation est la même] d'entrer par tous les moyens, en mettant le plus d'obstacles possibles dans la classe et des objets devant les portes. » On n'en saura pas plus : « Tout ce qui se passe à l'intérieur du bâtiment doit rester secret. » Nous voilà donc rassurés…

Que ce type de dispositifs n'ait aucun effet dissuasif sur d'éventuelles attaques terroristes, chacun, avec un minimum de recul, doit pouvoir s'en persuader. Pourtant, depuis 1991 et l'application en milieu scolaire du premier plan Vigipirate, les élèves, les parents, les enseignants se sont habitués, au point de ne plus y faire attention, à la présence de ces dérisoires barrières métalliques placées devant l'entrée des 63 000 établissements scolaires, jusque dans les plus petites écoles de campagne. Mais le message est à double sens et l'un l'emporte largement sur l'autre : bien plus que

de protéger les élèves, ces mesures, par leur visibilité, ont d'abord pour objectif de faire peur, d'entretenir dans la population un climat permanent d'angoisse, d'appréhension, d'alimenter la méfiance. Un climat anxiogène qui détourne les regards d'autres horizons et laisse aux pouvoirs publics les mains libres pour réduire toujours davantage les libertés civiles et faire en sorte que l'opinion s'y accoutume. Mais alors qu'au fil des mois il apparaît clairement que les attentats de janvier et de novembre 2015 ont plus à voir avec les grossières erreurs de certains services de police et de renseignement, avec le dévoiement de la diplomatie, avec l'incompétence des dirigeants politiques, on ne peut s'empêcher de penser que le déploiement hors norme, souvent extravagant, de l'action policière est davantage orienté vers la surveillance généralisée de la population, la répression des mouvements sociaux que vers la lutte anti-terroriste. Après tout, les policiers qu'on idolâtrait bien imprudemment les jours de l'après Charlie, sont les mêmes que ceux qui, aujourd'hui, brutalisent les lycéens.

Dans cette optique, les exercices anti-terroristes organisés dans les établissements scolaires, pour surréalistes qu'ils puissent paraître, ne résultent pas d'un quelconque excès de zèle de quelques fonctionnaires désireux de complaire à leur hiérarchie, même si, localement, cette dimension n'est pas à exclure, même si les enseignants et leurs organisations représentatives devraient se montrer un peu plus sourcilleux sur le rôle qu'on leur demande de jouer en cette circonstance. D'une certaine façon, la mise en scène très médiatique à laquelle donnent lieu ces grandes manœuvres policières en milieu scolaire n'est qu'un des aspects de la reprise en main idéologique réclamée par la droite politique (les portiques de détection de Wauquiez, les tests de dépistage anti-cannabis de Pécresse) et mise en œuvre par le présent gouvernement. Un discours d'ordre en germe, par exemple dans les propos tenus par la ministre de l'EN le 4 novembre dernier [voir aussi sur ce blog] – donc sans la justification des attentats de Paris et de Saint-Denis qui ne viendront que plus tard : aux côtés du ministre de l'Intérieur, Najat Vallaud-Belkacem avait ainsi conclu son allocution : « A travers nos deux ministères, ce sont deux piliers de notre République qui se mobilisent conjointement. Une mobilisation qui s'accompagne d'un changement radical de culture. »

Six mois plus tard, on ne se demande plus vraiment de quelle culture il s'agit.